



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.

MARCHE N° 2025-MPA

Objet du marché :

**RENOVATION, REQUALIFICATION & RENFORCEMENT
DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC**

**Procédure adaptée conformément aux articles L2123- 1 et R 2123-1
du code de la commande publique**

Intervenants :

Maitrise d'Ouvrage : **COMMUNE DE VILLEBAROU**

Maitrise d'Œuvre : **COMMUNE DE VILLEBAROU**

Transmission électronique uniquement sur le profil acheteur

SOMMAIRE

1.1	Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du candidat.....	4
1.2	Lots et tranches.....	4
1.3	Forme et durée.....	4
1.4	Maîtrise d'œuvre	4
1.5	Contrôle technique	4
1.6	Hygiène et sécurité.....	5
1.7	Etudes d'exécution	5
1.8	Sous-traitance.....	5
1.9	Ordre de service	5
	Article 2 : Pièces constitutives du marché.....	5
2.1	Pièces contractuelles	5
2.2	Pièces non contractuelles	5
	Article 3 : Variations dans les prix - Règlement des comptes.....	6
3.1	Répartition des paiements.....	6
3.2	Répartition des dépenses communes de chantier.....	6
3.2.1	Dépenses d'entretien	6
3.2.2	Dépenses diverses	6
3.3	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie.....	6
3.3.1	Contenu des prix	6
3.3.3	Caractéristiques des prix pratiqués	7
3.3.6	Règlement des comptes - Paiements.....	7
3.3.8	Approvisionnements.....	7
3.5	Variation dans les prix.....	7
3.5.1	Type de variation des prix.....	7
3.5.2	Mode d'établissement des prix	7
3.5.4	Modalités des variations de prix	7
3.5.5	Présentation facture.....	8
3.6	Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	8
3.6.1	Désignation des sous-traitants.....	8
3.6.2	Modalités de paiement direct.....	8
3.7	Mode de règlement	8
3.8	Intérêts moratoires.....	8
	Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités et primes.....	9
4.1	Délai d'exécution des travaux.....	9
4.1.1	Délai d'exécution.....	9
4.1.2	Calendrier détaillé d'exécution	9
4.1.3	Marchés à bon de commande	9
4.2	Prolongation du délai d'exécution	9
4.3	Pénalités pour retard - Primes d'avance.....	9
4.3.1	Pénalité pour retard dans LA FOURNITURE DES DOCUMENTS exécution	9
4.3.2	Pénalité pour retard dans l'exécution.....	9
4.3.3	retenue pour retard dans la remise des documents après exécution	9
4.3.4	Retards dans la levée des réserves émises lors du constat d'achèvement de construction et/ou de la réception des travaux....	9
4.3.5	Pénalités pour carence dans la gestion des déchets de chantier.....	10
4.3.6	Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier	10
4.3.7	Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier	10

4.3.8	<i>Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés</i>	10
4.3.9	<i>Carence dans les obligations concernant la lutte le travail dissimulé</i>	10
4.3.10	<i>Carence dans la communication des autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)</i>	10
4.3.11	<i>Primes d'avances</i>	10
4.8	<i>Exécution complémentaire</i>	11
<i>Article 5 : Clauses de financement et de sûreté</i>		11
<i>Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux</i>		12
6.1	<i>Provenance des matériaux et des produits</i>	12
6.3	<i>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuve des matériaux et produits</i>	12
6.5	<i>Gestion des déchets de chantier</i>	12
<i>Article 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux</i>		13
7.1	<i>Période de préparation - Programme d'exécution des travaux</i>	13
7.1.1	<i>Période de préparation</i>	13
7.1.2	<i>Prestations dues par les entreprises</i>	13
<i>Arrêté de circulation</i>		13
<i>Demandes de restriction de circulation</i>		13
<i>Communication sur les chantiers</i>		13
<i>Délimitation du domaine public</i>		13
<i>Respect du bornage</i>		13
<i>Demande d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.)</i>		13
<i>Exécution de sondages</i>		14
<i>Suivi des plans et tracés</i>		14
<i>Responsabilité de la collectivité suite à remise de plans</i>		14
<i>Représentant de l'entrepreneur</i>		14
<i>État des lieux</i>		14
<i>Objets de valeur ou à risque</i>		14
<i>Mode d'exécution des travaux</i>		15
<i>Travaux sur façade privée</i>		15
<i>Exécution des travaux de terrassement</i>		15
<i>Découpe</i>		16
<i>Démolition</i>		16
7.2	<i>Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail</i>	16
7.4	<i>Organisation, hygiène et sécurité des chantiers</i>	16
7.4.3	<i>Signalisation des chantiers</i>	16
7.4.7	<i>Utilisation des voies publiques</i>	17
7.4.8	<i>Autorisations administratives</i>	17
<i>Article 8 : Contrôle et réception des travaux</i>		17
8.1	<i>Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux</i>	17
8.2	<i>Réception</i>	17
8.3	<i>Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage</i>	17
8.4	<i>Documents fournis après exécution</i>	17
8.5	<i>Délais de garantie</i>	17
8.6	<i>Garanties particulières</i>	18
8.7	<i>Assurances</i>	18
8.8	<i>Résiliation</i>	18
<i>Article 9 : Attribution de compétence en cas de litige</i>		18
<i>Article 10 : Dérogation au CCAG-Travaux</i>		18
<i>Article 11 : Acceptation du présent CCAP</i>		18

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales – Intervenants

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du candidat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après :

Travaux à réaliser pour la rénovation et le remplacement de luminaires pour la Commune de VILLEBAROU.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) annexé au présent CCAP.

A défaut d'indication, dans l'Acte d'Engagement, du domicile élu par le candidat à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Commune de VILLEBAROU jusqu'à ce que le candidat ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Lots et tranches

Il n'y a pas de lot distinct.

Le marché fait l'objet de décomposition en tranches au sens de l'article R 2113-4 du code de la commande publique. **Il pourra également comporter plusieurs phases de réalisation** selon les contraintes administratives, techniques ou financières qui pourraient s'imposer à la maîtrise d'ouvrage et conformément aux documents techniques joints au dossier. Cette décomposition en phases de réalisations dues aux contraintes de la maîtrise d'ouvrage ne pourra donner lieu à aucune indemnisation pour l'entreprise et l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnisation particulière ou générale concernant la diminution de l'enveloppe globale prévisionnelle des travaux.

1.3 Forme et durée

Le marché sera conclu soit avec une seule entreprise soit avec un groupement d'entreprise.

En application de l'article R.2142-19 du Code de la commande publique, les entreprises candidates peuvent se présenter sous la forme d'un groupement.

Forme juridique que devra revêtir le groupement de candidats : Conjoint avec solidarité du mandataire

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché public plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés par les candidats dans leur acte d'engagement et définissent les délais contractuels du marché.

La date prévisionnelle de démarrage de la période de préparation est fixée au 6 Octobre 2025.

1.4 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Maître d'Ouvre :

Mairie de VILLEBAROU
9, rue Maurice Pasquier
C.S. 2922 VILLEBAROU
41029 BLOIS CEDEX

1.5 Contrôle technique

Sans objet

1.6 Hygiène et sécurité

Les dispositions prévues aux articles R 4511-1 à R 4514-10 du code du travail telles qu'elles résultent du décret n°92-158 du 20/02/1992 sont applicables.

Le titulaire est tenu de respecter les stipulations prévues à cet effet à l'article 11.5 - « Sécurité et protection de la santé ».

Le chantier est classé de niveau II en application de la loi du 31/12/93 et du décret n° 94.1159 du 26/12/94.

1.7 Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont réalisées en totalité par le soumissionnaire du présent marché.

1.8 Sous-traitance

Le candidat est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2393-27 du Code de la Commande publique et 3.6 du CCAG.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1.9 Ordre de service

La notification du marché au titulaire vaudra ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux.

Il sera ensuite fait application des dispositions prévues au CCAG travaux

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2.1 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont les exemplaires conservés dans les archives du Maître de l'ouvrage font seuls foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles dont les pièces graphiques ;
- Les pièces particulières, annexes éventuelles ;
- Le mémoire technique et le planning détaillé d'exécution des travaux
- Le bordereau de décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (dans sa dernière version) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-5-2 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

2.2 Pièces non contractuelles

Diagnostic / AUDIT réalisé par la commune,

Diagnostic vérifié et recalé par l'Assistant Maitrise d'Ouvrage ADACCAR CONCEPT.

Article 3 : Variations dans les prix - Règlement des comptes

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement de chaque lot (marché unique) indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au candidat titulaire de ce lot et à ses sous-traitants,
- Au candidat mandataire titulaire de ce lot, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 Répartition des dépenses communes de chantier

3.2.1 Dépenses d'entretien

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque candidat doit laisser propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- Chaque candidat a la charge du transport de l'évacuation de ses propres déblais.
- Chaque candidat a la charge du nettoyage, de la préparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.

3.2.2 Dépenses diverses

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un candidat ou d'un groupe de candidat déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais de répartition et remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivant :
- L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
- Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au candidat titulaire d'un lot déterminé,
- La responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, les fournitures et matériels demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs du candidat chargé de leur mise en œuvre.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont compris TTC.

Le candidat est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

- * Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement du candidat s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le candidat est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

- * Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le candidat pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3.3.2 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

3.3.3 Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

3.3.4 Obligations particulières du titulaire

Sans objet.

3.3.5 Travaux en régie

Sans objet.

3.3.6 Règlement des comptes - Paiements

Les projets de décompte seront présentés au Maître d'œuvre conformément aux modèles annexés à la circulaire N° 84.88 du 20 Décembre 1984 du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, relative à la constatation et à la liquidation des dépenses, selon l'instruction visée selon CCAG applicable (cahier des clauses administratives générales), sous réserve des dispositions du Code de la Commande Publique.

Les projets de décomptes seront adressés à l'adresse suivante :

Mairie de VILLEBAROU
9, rue Maurice Pasquier
C.S. 2922 VILLEBAROU
41029 BLOIS CEDEX

3.3.7 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.3.8 Approvisionnements

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables.

3.5 Variation dans les prix

3.5.1 Type de variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont fermes, actualisables. Les prix seront actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de remise des offres et la date de démarrage des travaux.

3.5.2 Mode d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base du mois précédant le mois de remise de l'offre appelé "mois zéro".

3.5.3 Choix des index de référence

L'indice de référence pour l'ensemble des prix du marché : TP12b

3.5.4 Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$C_n = I(d-3) / I_0$$

dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro (mois d'établissement du projet) et au mois d-3 (mois de démarrage des travaux) pour l'index de référence I .

Les calculs sont arrondis au 1/1000ème supérieur.

3.5.5 Présentation facture

La facture sera établie au nom de la Mairie de VILLEBAROU sur CHORUS Pro.

3.5.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 Désignation des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par le candidat qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si ce candidat est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des candidats groupés.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue selon le CCAG-Travaux applicable.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant, les mêmes pièces de candidatures que celles demandées au Titulaire lors de la consultation.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés selon le CCAG-Travaux applicable,
- Le compte à créditer,
- La personne habilitée à donner les renseignements,
- Le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire est en outre, le cas échéant, responsable du respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 7.4.4 ci- après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

3.6.2 Modalités de paiement direct

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartitions des paiements prévus dans le marché.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des candidats solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un candidat du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des candidats qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si le candidat qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.7 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

3.8 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus de 30 jours, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas d'intérêts moratoires, le taux applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de financement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier de semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités et primes

4.1 Délai d'exécution des travaux

4.1.1 Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont renseignés par les candidats dans leur acte d'engagement et définissent les délais contractuels du marché. La date prévisionnelle de démarrage de la période de préparation est fixée au 6 octobre 2025.

4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le délai d'exécution propre à chacune des tranches commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au candidat concerné l'exécution des travaux lui incombant.

4.1.3 Marchés à bon de commande

Sans objet.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'une durée équivalente, au-delà d'un nombre de jours d'intempérie réellement constaté.

4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance

4.3.1 Pénalité pour retard dans LA FOURNITURE DES DOCUMENTS exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents d'exécution des travaux, il est appliqué au titulaire une pénalité journalière de **200 € par jour calendaire de retard**.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

4.3.2 Pénalité pour retard dans l'exécution

Par dérogation au CCAG-travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué au titulaire une pénalité journalière de **500 € par jour calendaire de retard**.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

4.3.3 Retenue pour retard dans la remise des documents après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire tels que prévus à l'article « documents fournis après exécution », une retenue sera opérée dans les conditions stipulées au CCAG-travaux sur les sommes dues au titulaire. Par dérogation au CCAG travaux, le montant de cette retenue est fixé à **300 euros par jour calendaire de retard** constaté.

Cette retenue est effectuée du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

4.3.4 Retards dans la levée des réserves émises lors du constat d'achèvement de construction et/ou de la réception des travaux

En cas d'absence de levée des réserves dans les délais précisés dans le Procès-Verbal de Constat d'achèvement de construction et/ou de réception, par dérogation au CCAG travaux, il sera fait application d'une pénalité fixée à **500 euros par jour de retard**.

Cette retenue est effectuée du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

En outre, le Maître d'Ouvrage peut faire exécuter les travaux nécessaires par une entreprise de son choix aux frais et risques du Titulaire dans les conditions précisées au CCAG Travaux.

4.3.5 Pénalités pour carence dans la gestion des déchets de chantier

Il est appliqué une pénalité de **500 Euros par jour calendaire d'infraction constaté**.
Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

4.3.6 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure par ordre de service, dans les conditions au CCAG Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de **300 €/jour calendaire de retard**.

4.3.7 Pénalités pour retard ou absence aux réunions de chantier

Par dérogation aux dispositions du CCAG Travaux, les comptes-rendus de chantier valent convocation des titulaires dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas de retard à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à **150 € par réunion**.

En cas d'absence non justifiée à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à **300 € par réunion**.

4.3.8 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés sur le chantier, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, **tout manquement fera l'objet d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté**.

Cette pénalité a un caractère définitif.

4.3.9 Carence dans les obligations concernant la lutte le travail dissimulé

En cas d'absence de preuve de régularisation suite au manquement concernant le travail dissimulé par dissimulation d'emploi, il est appliqué une pénalité de **1000 Euros par jour d'infraction constatée**.

Cette pénalité est plafonnée à 10% du montant du marché et ne pourra pas excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 ; L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du Travail.

Cette pénalité a un caractère définitif.

4.3.10 Carence dans la communication des autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Il est appliqué une pénalité de **500 Euros par jour de retard constaté** dans la communication des autorisations AIPR. Cette pénalité s'applique pour chaque personne concernée par cette carence.

Cette pénalité a un caractère définitif.

4.3.11 Primes d'avances

Sans objet.

4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Stipulations conformes au CCAG.

4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Stipulations conformes au CCAG.

A la réception des travaux, il est obligatoire pour le candidat de fournir au Maître d'œuvre :

- **Les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques appareils, matériels et matériaux utilisés),**
- **Les notices d'entretien,**
- **Remise à jour des plans,**
- **Remise à jour du balancement (Annexe 1) sous format xls.**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le candidat, conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 500 € HT par jour calendaire sera opérée dans les conditions stipulées dans le CCAG applicable sur les sommes dues au candidat. Un exemplaire de ces documents devra être sous forme numérique.

4.6 Pénalités particulières

Sans objet.

4.7 Pénalités diverses

Sans objet.

4.8 Exécution complémentaire

Modalités de la Procédure adaptée conformément aux articles en application aux articles L2123- 1 et R 2123-1 à R 2123-7 du code de la commande publique

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

5.1 Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues aux articles L2191-7 et R 2191-7 du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

5.2 Avance forfaitaire

Une avance pourra être accordée au titulaire, conformément à l'article L 2191-2 du code de la commande publique, lorsque le montant du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0% du montant initial de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il doit alors l'indiquer dans l'acte d'engagement.

Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6.1 Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au candidat ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuve des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations, à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des produits ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par le candidat des matériaux fournis par le Maître de l'ouvrage

Sans objet.

6.5 Gestion des déchets de chantier

Le candidat doit s'attacher à réduire l'impact sur l'environnement en termes de productions de déchets (quantitatif et qualitatif).

En conséquence, la réglementation sur les déchets (selon décret 2020-1817), qui a fixé les priorités de la politique des déchets, doit être impérativement appliquée.

Il conviendra donc de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions qui devront permettre de :

- Prévenir et réduire la production des déchets,
- Organiser le transport des déchets et la limitation en distance et en volume, valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique,
- Préciser les obligations des différents intervenants en matière de tri sélectif et les obligations techniques applicables,
- Intégrer l'ensemble de ces recommandations dans les pièces des dossiers administratifs et techniques

Il convient de rappeler qu'il existe trois classes de stockage :

Classe 1 : déchets spéciaux ou dangereux ou DIS (Déchets Industriels Spéciaux)

Classe 2 : déchets ménagers et assimilés ou DIB (Déchets industriels banaux)

Classe 3 : déchets inertes (solides et minéraux)

L'existence sur le département du **LOIR-ET-CHER** d'un plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics favorise la mise en place des obligations réglementaires et rappelle les interdictions en matière :

- De brûlage sur le chantier
- D'abandon ou l'enfermement des déchets dans les zones non contrôlées (même inertes).

Article 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux

7.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

7.1.1 Période de préparation

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

7.1.2 Prestations dues par les entreprises

Arrêté de circulation

L'Entreprise devra faire établir auprès des services de la commune concernée, avant tout commencement de prestation ou de travaux, les arrêtés de circulation permanents ou temporaires nécessaires à la réalisation des prestations ou travaux du présent marché. Le titulaire aura à sa charge leur affichage qui devra systématiquement être judicieusement mis en place sur toute l'emprise de son périmètre d'intervention.

Les délais d'affichage devront être scrupuleusement respectés. Le jour de la mise en place, le titulaire devra prendre une photo datée et la communiquer systématiquement au service des concessionnaires.

Demandes de restriction de circulation

Elles sont à instruire par l'entreprise titulaire auprès des services concernés gestionnaires de voirie (commune, DDT sur les RN, CD pour les RD). L'entrepreneur affichera ces restrictions sur le chantier avant travaux.

Communication sur les chantiers

Sur demande de la collectivité, l'entreprise mettra en place un panneau d'informations à l'attention des riverains. Ce panneau, au logo de la commune, détaillera la nature des interventions réalisées, le bilan énergétique de l'opération ainsi que les coordonnées du responsable de l'opération. Le panneau devra être validé par la commune avant affichage.

Cet affichage pourra être complété, sur demande de la commune, par la distribution d'une note d'informations aux riverains. Celle-ci sera soumise à la validation de la collectivité avant diffusion.

Délimitation du domaine public

Selon les besoins du chantier, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage de faire délimiter le domaine public par les services concernés.

Respect du bornage

L'entrepreneur est tenu de faire respecter par son personnel toutes les délimitations parcellaires (bornage) délimitant les rues, chemins, propriétés privées ou publics. En cas de non-respect, l'entrepreneur fera restituer à ses frais ledit bornage.

Demande d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.)

L'entrepreneur prendra connaissance du tracé des réseaux existants et signalés par les concessionnaires intéressés lors de l'instruction des DICT. L'entrepreneur devra toujours se conformer aux instructions en vigueur, aux prescriptions contenues dans les lois, décrets, arrêtés, circulaires, ainsi qu'aux prescriptions que les administrations compétentes pourraient imposer à titre particulier.

Exécution de sondages

Des sondages seront toujours exécutés, suffisamment à l'avance pour vérifier les données des plans et s'assurer de la possibilité du passage, ils seront notamment exécutés toutes les fois que la présence d'un obstacle quelconque pourra être présumée. Ils seront maintenus ouverts jusqu'à l'examen par le maître d'œuvre et/ou son représentant.

Suivi des plans et tracés

L'entrepreneur devra respecter les indications des plans et profils remis par le maître d'œuvre, ainsi que les consignes de sécurité indiquées par le personnel du maître d'œuvre. Le tracé pourra être modifié d'un commun accord pour tenir compte soit des conditions locales, soit des recommandations des différentes administrations ou concessionnaires.

L'entrepreneur tracera sur le sol avant le début des travaux, tous les ouvrages souterrains existants dans l'emprise des travaux à l'aide des plans et recommandations obtenus lors de l'instruction des DICT. Le maître d'œuvre se gardera le droit d'arrêter le chantier si cette matérialisation n'est pas complète ou erronée.

Responsabilité de la collectivité suite à remise de plans

Les exploitants communiquent, sous leur responsabilité tous les renseignements en leur possession sur l'emplacement de leurs ouvrages existants dans la zone où se situent les travaux projetés et y joignent les recommandations techniques écrites applicables à l'exécution des travaux à proximité desdits ouvrages. S'il n'existe pas de plan, ils devront effectuer un marquage sur site de l'emplacement des réseaux.

En cas d'incertitude sur la position des réseaux (classe C), l'entreprise devra avant tout commencement des travaux, et après en avoir informé la collectivité, réaliser des investigations complémentaires. Le coût des investigations est supporté en totalité par le responsable de projet lorsque l'incertitude sur la localisation de l'ouvrage est inférieure ou égale à 1,5 mètre, ou réparti à égalité entre celui-ci et l'exploitant de l'ouvrage concerné dans le cas contraire.

Représentant de l'entrepreneur

L'entrepreneur déléguera un représentant qualifié chargé de la surveillance des travaux en général et de l'organisation des chantiers en particulier. Une personne responsable et qualifiée sera toujours présente lors des travaux, elle disposera d'un moyen de communication portable. Le maître d'œuvre se réservera le droit de demander le remplacement de ce représentant si celui-ci devait être reconnu, par le maître d'œuvre, inapte à l'exécution de sa mission.

État des lieux

Sur demande du maître d'œuvre, ou à l'initiative de l'entrepreneur, ce dernier pourra effectuer à ses frais des photos voire un constat d'huissier préalable, en cas de travaux sur (ou à proximité) des façades, des murs ou des clôtures qui pourraient donner lieu à litiges ultérieurs quant à l'état initial des constructions.

Objets de valeur ou à risque

La découverte de matériaux ou d'objets ayant une valeur vénale, historique ou scientifique, ainsi que d'objets à risque (bombes, mines ou tout explosif), éventuellement trouvé dans la fouille est à signaler immédiatement aux services de la commune qui en saisira les instances intéressées.

Mode d'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra assurer, conformément aux prix du bordereau, toutes les fournitures et prestations nécessaires à l'exécution des ouvrages définis au présent marché ainsi que tous les travaux annexes ou connexes nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages à savoir :

- Les piquetages et implantations des ensembles d'éclairage suivant les indications du maître d'œuvre.
- La fourniture et la pose du matériel spécifié dans le DPGF y compris les frais de transports et de manutention sur le lieu du chantier.
- L'exécution des essais et attestation en cours de travaux, ainsi que ceux nécessaires à la réception.
- La dépose des luminaires à moderniser et (éventuellement) de leurs supports.
- Les travaux de terrassement nécessaires pour la pose des équipements, l'enfouissement des réseaux, etc. ainsi que l'envoi en décharge des terres excédentaires (inclus les frais de décharge).
- La fourniture et pose des luminaires et (éventuellement) de leurs supports.
- L'alimentation électrique des luminaires.
- La dépose, remplacement ou modernisation éventuelle des armoires éclairage.
- La fourniture et la pose (éventuelle) de l'ensemble des canalisations et réseaux (câbles aériens, liaisons équipotentielle,....) nécessaire à l'alimentation des ensembles éclairage.
- Les travaux de réfection provisoire et/ou définitive des revêtements de chaussée et/ou de trottoir à l'identique des typologies de matériaux rencontrés ;
- La remise en état des façades et murs impactés par les travaux ;
- Le géo-positionnement (éventuellement) en classe A des réseaux neufs.
- Le nettoyage général en fin de chantier ;
- L'élaboration et la fourniture pour les nouvelles installations du dossier des ouvrages exécutés (documents techniques, plans de recellement).

Le titulaire est réputé, par les faits, d'avoir remis leur offre :

- Après s'être rendus sur les lieux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont rattachées ainsi que les projets connexes dont il aura à intégrer la maintenance des futurs luminaires.
- Avoir pris parfaite connaissance de l'état des matériels qui leur sera livré ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage de matériaux et disponibilité en eau et énergie électrique ;
- Avoir pris tout renseignement concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Travaux sur façade privée

Toute intervention sur une façade du domaine privé devra obligatoirement se faire avec l'accord du propriétaire.

Le titulaire réalisera l'ensemble des démarches d'autorisations auprès des propriétaires et fournira un exemplaire des conventions à la commune et éventuellement à la commune concernée. L'Entreprise devra prendre à sa charge la réfection de toute dégradation de la façade qui devra être réalisée avec les matériaux identiques (enduits, peinture avec recherche de teinte,...).

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur la nécessité de parfaite remise en état des toitures (étanchéité) consécutivement aux travaux exécutés. Il devra supporter tous frais complémentaires résultant de malfaçons signalées au maître d'œuvre par les propriétaires d'immeubles.

Exécution des travaux de terrassement

L'ensemble des travaux de terrassement devra être réalisé conformément aux stipulations du décret du 8 janvier 1965, modifié le 8/5/95 et de l'ensemble des textes en vigueur.

Dès lors que des travaux de tranchée sont nécessaires sur la chaussée, le titulaire devra préalablement évaluer les risques d'exposition aux fibres d'amiante et aux Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP). Ces résultats devront être communiqués à la commune.

Découpe

Les découpes des revêtements de surface, de forme carré ou rectangulaire, devront se faire obligatoirement à la tronçonneuse, avec injection d'eau, afin de limiter l'émission des poussières (sauf indication contraire du maître d'œuvre). Elles devront être réalisées au cordeau.

Démolition

Les revêtements de trottoirs ou de zones piétonnes (pavés, dalles, bordures...) sont à enlever et à déposer en décharge, conformément à la réglementation.

En ce qui concerne les revêtements de trottoirs ou chaussées à restaurer en pavés, il y a lieu de les stocker jusqu'à la réfection définitive, sans qu'ils ne présentent de gêne pour la circulation.

7.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les spécifications techniques détaillées sont établies par les candidats.

7.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent).

Le candidat remet au Maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

7.4.1 Emplacement mis à disposition pour déblais

Afin de faciliter le traitement des déblais le candidat pourra demander une zone afin de mettre en place les bennes DIB (déchet industriel banal), bac à lampes, bac DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques). L'installation, la sécurisation et la surveillance restera aux frais du candidat. La remise en état des lieux restera à la charge du candidat.

7.4.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

Le Titulaire se doit de respecter les dispositions prévues dans le Code du Travail et les préconisations fournies par les fournisseurs.

B/ Autorité du coordonnateur SPS

Sans objet

C/ Moyens donnés au coordonnateur SPS

Sans objet

D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

7.4.3 Signalisation des chantiers

Suivant spécifications de l'article 31.6 du CCAG.

7.4.4 Réglementations particulières

Sans objet.

7.4.5 Restrictions des communications

Sans objet.

7.4.6 Engins explosifs

Sans objet.

7.4.7 Utilisation des voies publiques

Les stipulations de l'article 34 du CCAG sont applicables.

7.4.8 Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG sont applicables.

7.5 Garde du chantier en cas de défaillance d'un candidat.

Sans objet.

Article 8 : Contrôle et réception des travaux

8.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du candidat.

Si le Maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du Maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par le candidat.

8.2 Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnée à l'article 41.1, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, l'entreprise restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 8 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Passé ce délai, le Maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte du candidat défaillant.

8.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Aucune disposition particulière n'est prévue.

8.4 Documents fournis après exécution

Les documents dont la liste est mentionnée à l'article 4.5 sont à fournir en 2 exemplaires dont une version numérique.

Toutes les pièces selon le critère C3 du mémoire technique seront à fournir également ainsi que les relevés d'intensité de démarrage et de fonctionnement avant et après rénovation.

8.5 Délais de garantie

A minima le délai de garantie pour l'ensemble des prestations doit être conforme aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG.

8.6 Garanties particulières

Les candidats peuvent proposer des garanties spécifiques selon le choix des matériels. Les luminaires doivent avoir une garantie de 5 ans minimum.

8.7 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le candidat doit justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

8.8 Résiliation

Modalités aux articles L2395-1 et L2395-2 du code de la commande publique.

Article 9 : Attribution de compétence en cas de litige

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique, soit celui de **ORLÉANS**.

Article 10 : Dérogation au CCAG-Travaux

L'article 43.1 du présent CCAP déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Article 11 : Acceptation du présent CCAP

Fait à **VILLEBAROU**, le _____

Lu et accepté,

La pouvoir adjudicateur,

Le candidat
(Date, cachet, signature)